



---

## Communiqué de presse

---

Nantes, le 26 juillet 2019

### **La FNSEA 44 est contre l'implantation d'une ZAP sur des terrains exploités à Saint Père en Retz**

**Samedi 20 juillet, une soixantaine d'agriculteurs s'est mobilisée par solidarité avec l'exploitant des terrains concernés par le Surf park à Saint-Père-en-Retz pour empêcher l'implantation d'une ZAP, « zone à protéger ». L'action pacifiste a vite dégénéré lorsque des militants voulant planter la ZAP sont venus avec divers outils de défense.**

Localement, la FNSEA 44 a été contacté par l'exploitant qui souhaitait avoir de l'aide pour empêcher l'implantation de la ZAP sur ces parcelles. Notre syndicat a alors fait marcher son réseau local pour soutenir l'agriculteur en place. Il n'y a pas eu de mot d'ordre syndical pour un appel à manifester. Les agriculteurs qui se sont sentis concernés se sont déplacés par solidarité. Les secteurs voisins se sont aussi mobilisés pour soutenir plus largement tous les agriculteurs de Saint Père en Retz.

Il est important de rappeler que jusqu'à ce jour, le permis du projet n'est pas déposé et que l'exploitant a toujours un bail. Le foncier n'a pas été acheté par le porteur de projet, comme cela a pu être véhiculé, et l'exploitant n'a reçu aucune indemnité d'éviction, ni compensation foncière. Donc c'est bien le fermier en place qui doit le rester.

La FNSEA 44 ne défend pas le projet du Surf park. Nous sommes contre la consommation de foncier agricole. Des agriculteurs étaient présents samedi 20 juillet sur le site pour défendre le foncier de l'exploitant, pas pour recevoir des coups et en donner. On se rend compte que la communication avec ces militants est impossible, on ne se comprend pas.

Si les agriculteurs n'étaient pas allés mettre la pression, les militants portés par le collectif Terres communes ne seraient pas partis et se seraient installés. Ce n'était pas aux agriculteurs d'empêcher l'implantation de la ZAP sur des terrains exploités. Ce qui s'est passé n'est pas anodin, il faut le dire. Des personnes ont été blessés (traumatismes crâniens, doigt cassé, épaule abimé...). Localement, les événements de samedi ont choqué les agriculteurs et l'émotion est vive. Ce genre d'évènement ne doit pas se reproduire. Les élus et les services de l'Etat doivent prendre leurs responsabilités et rapidement. Nous les avons contactés en amont pour les prévenir. Il ne faut pas que la même erreur se reproduise pour la sécurité de tous.

#### **Contacts Presse :**

Mickaël Trichet : 06.60.78.46.34

François Guyot : 07.85.09.93.85

Delphine Barel : 06.03.00.02.31